

Étampes, le **30 SEP. 2025**

Affaire suivie par : Jérémy CASTILLO
Chargé de projet en planification territoriale

Le Sous-Préfet d'Étampes

à

Monsieur le Maire
Mairie de Boissy-sous-Saint-Yon
6, place Charles de Gaulle
91 790 Boissy-sous-Saint-Yon

Objet : Avis du représentant de l'État sur le PLU arrêté de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon
P.L. : -Tableau des servitudes d'utilité publique
-Fiche T7

Par délibération du 27 mai 2025, enregistrée sur @ctes le 4 juillet 2025, le Conseil municipal a tiré le bilan de la concertation avec le public et arrêté le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a eu lieu le 27 juin 2024, soit plus de deux mois avant l'arrêt du projet, respectant les dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme (CU).

L'examen du projet de PLU dans ce délai me conduit à formuler les observations qui suivent.

En annexe, figurent des remarques additionnelles ayant trait au règlement et aux autres pièces constitutives du dossier.

1 – Gestion de l'espace et réponse aux besoins de la population

Le PADD aborde tous les thèmes prévus par le Code de l'Urbanisme et répond aux exigences résidentielles du Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (SRHH) ainsi que celles de densification du Schéma Directeur Régional d'Île-de-France (SDRIF-E). La date d'approbation de ce dernier est à mettre à jour au sein du rapport de présentation.

Le SDRIF-E autorise une capacité d'extension totale de 13,4 ha, décomposée en 10 ha identifiés pour le secteur des Marsandes et 3,4 ha de capacités non cartographiées. Le PADD énonce un chiffre des capacités d'extension non cartographiées de 4 ha, **ce chiffre devra être actualisé.**

Par ailleurs, dans ses « *objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace* », le PADD, pages 10 et 11, fait le bilan des capacités d'extension dont l'utilisation est prévue, à horizon 2040, comme suit :

- 0 ha pour le logement ;
- 2,7 ha pour les équipements ;
- 10 ha autorisés pour le secteur d'activités économiques des Marsandes.

Le total de consommation prévisionnelle du projet communal atteint donc un total de 12,7 ha. **Les objectifs chiffrés de consommation d'Espaces Naturels, Agricoles ou Forestiers (ENAF) du PADD répondent donc, en l'état, aux exigences du SDRIF-E.**

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) répondent aux objectifs d'habitat de la commune, et dépassent même l'estimation prévue au PADD, tant du point de vue du nombre, 291 nouveaux logements, que par la diversité des typologies proposées.

Toutefois, l'OAP n°2 « Clos de la Motte » ainsi que l'Emplacement Réservé (ER) n°1, se situent au niveau d'un front vert d'intérêt régional identifié au SDRIF-E. Conformément à l'Orientation Réglementaire (OR) 7 du SDRIF-E : « il appartient aux collectivités territoriales compétentes d'en fixer les limites précises dans leurs documents d'urbanisme ». **Les limites du front vert seront à fixer par la commune. L'OAP et l'ER concernés devront en tenir compte lors de leur mise en œuvre.**

De plus, le Sud-Est de la parcelle 133 de l'OAP est identifié au MOS 2021 comme agricole et déclaré à la Politique Agricole Commune (PAC) en 2024. **Il conviendra alors de la comptabiliser dans les chiffres de la consommation d'ENAF et, conformément au PADD, que ce fragment de parcelle ne soit pas utilisé à destination d'habitat.**

L'OAP « Cœur de ville » prévoit du stationnement pour répondre aux besoins existants. **Il est attendu, dans le rapport de présentation et conformément à l'article L.151-4 du CU, un inventaire des capacités de stationnement qui justifie la création de places de stationnement et qui apporte des précisions sur l'aspect éventuellement temporaire de celles-ci.**

Par ailleurs, conformément à l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme, **le PLU doit prendre en compte l'ensemble des populations y compris les gens du voyage vivant sur le territoire communal ou celles appelées à y venir. Ainsi, il ne peut pas empêcher, dans les zones constructibles, l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.** Sur ce dernier point, le règlement écrit soulève certaines interrogations et mériterait plus de clarté.

2 – Prise en compte de l'environnement

Le bilan de la consommation d'ENAF entre 2011 et l'arrêt du PLU est attendu conformément à la loi Climat et Résilience, et à l'article L.151-4 du CU.

Or, dans le PADD tout d'abord, les chiffres de la consommation s'arrêtent à 2021. Ensuite, dans les justifications des choix retenus du rapport de présentation : une première partie évoque la période 2012-2021 selon le Mode d'Occupation des Sols (MOS), une seconde aborde la période 2011-2020, et enfin une troisième partie se penche sur la période 2015-2024. **Il est attendu un bilan clair de la consommation d'ENAF sur la période allant de 2011 jusqu'à l'arrêt du PLU.**

En outre, le bilan de la consommation d'ENAF justifie les évolutions de zones naturelles ou agricoles en zones à urbaniser ou urbaines afin de traduire la réalité du terrain. Cependant, certaines des consommations constatées n'ont pas été prises en compte. Il en va de même pour les nouveaux aménagements prévus, comme les OAP et les ER. **Le bilan passé ainsi que prévisionnel devront donc être revus et mieux détaillés.** À titre d'exemple, une partie de l'OAP n°4 « Bas de Torfou (Ouest) » se développe sur un secteur « forêt » au MOS 2021 et **devra donc être comptée dans la consommation prévisionnelle d'ENAF.**

Par ailleurs, la partie Est de l'OAP du « Bas de Torfou » estime une renaturation supérieure à la consommation qu'elle engendre, à savoir un total de 4,7 ha pour une artificialisation estimée à 4,3 ha environ.

Toutefois, les franges prévues de 15 et 25 mètres en pourtour d'OAP sont situées régulièrement sur des zones identifiées comme « forêts » ou « milieux semi-naturels » au MOS 2021 et ne sauraient donc être

comptées comme une renaturation. Il faudra reprendre les estimations et préciser autant les surfaces d'ENAF consommées, que les modalités de renaturation et de conservation des ENAF présents.

De plus, une zone humide avérée et de nombreuses zones humides potentielles sont présentes sur le site de cette OAP. **Ces zones humides doivent impérativement être préservées.** Pour cela il convient de mieux diagnostiquer à la fois leurs délimitations et leurs modes d'alimentation (ce que ne décrit pas l'évaluation environnementale), avant tout aménagement opérationnel.

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) identifie les massifs boisés de plus de 100 ha en Île-de-France. **L'ER n°3 à destination d'emplacement de stationnement se situe pour partie en lisière de massif boisé de plus de 100 ha et ne saurait être artificialisé,** comme précisé dans l'OR 19 du SDRIF-E (sauf exceptions prévues dans cette même OR).

De surcroît, la partie Ouest de cet ER pose question quant à sa pertinence pour du stationnement, qui plus est à l'emplacement d'une bande boisée. **Cette partie de l'ER est à supprimer en l'état.**

3 – Conclusion

Au vu des éléments qui précèdent, mon avis sur le PLU arrêté est **favorable sous réserve de la prise en compte des observations précédemment formulées,** ainsi que de celles figurant en annexe.

Les services de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne restent à votre disposition pour mener à bien cette révision.

Le Sous-Préfet d'Étampes

ANNEXE

Avis du représentant de l'État sur le PLU arrêté de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon

Remarques complémentaires

1 – Remarques générales

Conformément à l'ordonnance du 19 décembre 2013, les collectivités doivent dès à présent rendre leurs documents d'urbanisme accessibles en ligne.

De plus, tout document d'urbanisme, issu d'une élaboration ou d'une révision, approuvé à partir du 1^{er} janvier 2016, doit être numérisé au format CNIG afin d'en assurer le téléversement dans le Géoportail de l'urbanisme.

L'ordonnance n°2021-1310 du 07 octobre 2021 prévoit que la publication sur le Géoportail de l'Urbanisme des élaborations, ou évolutions de ces documents deviendra une des mesures de publicité obligatoire pour rendre exécutoire et donc opposable, le document. **À compter du 1er janvier 2023, cette obligation porte sur les procédures principales et secondaires (révision allégée, modification simplifiée, etc.). Ainsi, toutes les procédures sont concernées.**

2 – Rapport de présentation / Évaluation Environnementale (EE)

Une partie du territoire communal urbanisé est concernée par le risque d'inondation par remontées de nappe. Au vu de la sensibilité de la commune à ce risque, les dispositions générales du règlement devraient présenter ce risque et faire un renvoi aux informations disponibles sur le site www.georisques.gouv.fr.

De plus, toutes les OAP sauf l'OAP « des Marsandes » sont concernées par un risque d'inondation de cave par remontées de nappe. **Ce risque doit être rappelé dans la partie « Incidence des OAP » de l'évaluation environnementale.**

D'autre part, la carte représentant le risque de Retrait Gonflement des Argiles (RGA) dans le rapport de présentation date de 2015 et n'est pas à jour. En effet, une cartographie actualisée de ce phénomène est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020. **Les informations sont donc à mettre à jour en conséquence.**

En outre, la suppression de la lisière au niveau du secteur NL de l'ER n°3 n'est ni indiquée ni justifiée. Au contraire, les ER n°3 et 5 sont considérés comme ayant des incidences positives sur le milieu humain, sans que l'incidence sur le milieu naturel ne soit évaluée.

Une carte des circulations agricoles et des points de blocage est présente en p.68 du diagnostic du rapport de présentation. **Celle-ci devra être mise à jour, rendue lisible, et pourra être annexée au PLU afin d'en faciliter l'accès.**

Le paragraphe du rapport de présentation sur l'assainissement est extrêmement succinct : il y est uniquement indiqué que les réseaux sont de type séparatif. Il convient à minima de :

- faire mention de la station d'épuration traitant les eaux usées de cette commune, à savoir celle d'Ollainville,
- présenter une analyse sur la conformité et le dimensionnement de cette station au regard des évolutions démographiques prévues dans le PLU.

De manière générale, l'évaluation environnementale n'est pas fidèle à la réalité. Elle comptabilise seulement les incidences positives. Il n'est, par exemple, pas fait mention du déclassement des EBC dans les incidences négatives et ceux maintenus sont considérés comme mesure d'évitement.

Les données sur l'alimentation en eau potable de la commune présentées dans le diagnostic, datent de 2013 et doivent être mises à jour. En outre, dans un contexte de changement climatique, la gestion de la ressource et le rendement peuvent être améliorés par la mise en place de mesures

adéquates que le PLU pourrait prescrire (inspection, recherche de fuite, information aux abonnés sur les dispositifs d'économie d'eau...).

Par ailleurs, le dossier évalue les incidences probables du PLU (zonage, règlement, PADD) sur l'environnement et la santé, et les mesures Éviter-Réduire-Compenser (ERC). Des indicateurs de suivi de l'évolution du territoire sont proposés, mais très peu portant sur des enjeux sanitaires (eau, bruit, air, sol). La collectivité aurait toutefois pu développer des mesures ERC et des indicateurs plus ambitieux et en adéquation avec les constats et les enjeux sanitaires en lien avec la mise en œuvre du PLU.

De plus, afin de compléter l'état initial du PLU, la collectivité est invitée à prendre connaissance de la fiche communale de l'Observatoire Régional de Santé (ORS) sur le site internet : <https://www.ors-idf.org/profils-socio-sanitaires-des-communes.html>. En effet, les mesures et actions définies dans le PLU doivent tenir compte des différents profils et caractéristiques sociales de la population (personnes âgées, enfants, population en situation de précarité, personnes isolées...). Cette analyse est particulièrement importante considérant le contexte de changement climatique et l'augmentation du nombre et de l'intensité d'événements météorologiques impactant la santé. La collectivité pourra s'appuyer sur les ressources de l'Ademe et du Cerema disponible sur le site : <https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/agir/mission-adaptation>.

L'état initial aurait pu apporter des éléments d'analyse critique quant à l'offre de transports en commun actuelle (suffisante ou non) et aux attentes des usagers pour faire des propositions notamment sur l'amélioration de leur desserte, les modes doux étant principalement utilisés sur de courts trajets. Le réseau de pistes cyclables et circulations douces est à renforcer sur le territoire. Sur ce point, l'accessibilité et la sécurisation des voiries pour les piétons et les personnes à mobilité réduite n'est pas évoquée dans le dossier. Des indicateurs de suivi du PLU dans ce cadre pourraient être proposés.

La population vivant dans des habitations affectées par les nuisances sonores de la RN 20 est estimée à environ 3 110 habitants, et environ 150 personnes sont affectées par des nuisances sonores supérieures à 68 dB. Face à ces constats, **il est donc attendu des mesures et actions fortes, complémentaires au respect de l'isolement de façade réglementaire proposé par le PLU.**

En effet, l'Agence Régionale de Santé (ARS) rappelle que d'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dans les zones résidentielles, une altération de l'état de santé est observée au-delà de 55 dB(A) en extérieur le jour et l'objectif de qualité est de 30 dB(A) la nuit en extérieur. Ainsi, dans un souci de protection de la santé humaine, l'ARS recommande donc de se référer aux valeurs de l'OMS comme éléments de comparaison pour les mesures acoustiques et la caractérisation de l'état initial.

L'évaluation environnementale aurait pu, de surcroît, proposer une cartographie croisée des enjeux sanitaires (pollution air, bruit, pollution des sols, lignes hautes tensions...) afin de faciliter l'analyse du projet du PLU tant pour les projets de réhabilitation, renouvellement que les nouveaux projets d'aménagement. Une cartographie croisée pour les enjeux bruit et air a été réalisée par Airparif et Bruitparif à cette adresse : <https://carto.airparif.bruitparif.fr/>.

3 – OAP

De manière générale, les OAP sectorielles comme thématiques gagneraient à être plus détaillées voire prescriptives.

Il serait intéressant que les risques sanitaires et les vulnérabilités relevées soient présentées sur chaque OAP. À ce titre, une cartographie des risques sanitaires (bruit, air, pollution des sols, lignes à haute tension...) superposée à celle des secteurs d'aménagement permettrait de faciliter l'analyse des incidences sur le territoire communal.

Bas de Torfou :

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Orge-Yvette, qui s'applique sur ce territoire, prévoit dans son futur règlement un certain nombre de règles, dont une règle relative à

l'interdiction de destruction de zones humides avérées. La validation de ce projet de SAGE devrait intervenir d'ici à fin 2025 / début 2026, donc avant la finalisation d'un projet sur cette OAP. Ainsi, **si le projet conduit à la destruction de zones humides, il ne sera pas conforme au SAGE révisé**. Il serait donc nécessaire, à minima :

- d'évoquer le respect du SAGE Orge-Yvette concernant la protection des zones humides ;
- de décrire précisément la zone humide avérée présente, afin de confirmer que l'emprise de 0,5 ha préservée est nécessaire et suffisante au fonctionnement de cette zone ;

L'OAP « Bas de Torfou » en p. 55/56, donne des recommandations en termes d'enseignes et de publicité. Si la ville souhaite mettre en place des prescriptions plus strictes que le règlement national de publicité, il convient qu'elle mette en œuvre un Règlement Local de Publicité (RLP).

De plus, dans la mesure où l'OAP artificialise des zones naturelles et forestières, **avant tout projet d'aménagement, il convient de réaliser un inventaire faune/flore sur l'ensemble du territoire communal afin de proposer un aménagement de ce secteur prenant en compte les enjeux écologiques qui auront été identifiés, ou le cas échéant, proposant les compensations nécessaires.**

À ce titre, la compensation proposée n'est pas tout à fait proportionnelle à la valeur des espaces naturels existants :

- des espaces naturels classés en Espaces Boisés Classés (EBC) sont détruits et aucun espace naturel classé en EBC n'est proposé en compensation ;
- une frange arbustive de 15 à 25 mètres de large ne correspond pas au même écosystème qu'un massif boisé (corridor contre réservoir).

Il conviendrait de reconsidérer le projet de compensation en y intégrant davantage les boisements existants. De surcroît, il conviendrait de classer en zone N le secteur de 0,5 ha préservé, comme l'est le secteur de 0,7 ha, et de garder l'EBC dans le secteur de 0,7 ha.

L'OAP du « Bas de Torfou », devra prendre en compte la présence des ouvrages RTE. Dans le cadre de ce projet, il convient de solliciter le **GMR Sud-Ouest** :

RTE

Groupe Maintenance Réseaux SUD OUEST

7, avenue Eugène Freyssinet
78286 GUYANCOURT CEDEX

En bordure de la RN 20, l'environnement sonore est très dégradé et la qualité de l'air est altérée. L'ARS attire donc l'attention du pétitionnaire sur les secteurs de cumul des nuisances (nuisances sonores et pollution de l'air) sur lesquels une attention particulière doit être apportée, notamment au bord de la RN 20 (ex : OAP « Bas de Torfou »).

Trame Vert et Bleue :

Dans le cadre des axes définis dans le PADD et l'OAP « Trame verte et bleue », la collectivité pourra utilement s'appuyer sur les recommandations mentionnées dans le guide de l'ARS « Aménager un jardin collectif » disponible sur le lien suivant : <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/guide-amenager-un-jardin-collectif>. Ce guide pourrait être annexé au PLU et utilement être mis en œuvre pour l'aménagement des jardins partagés ou de projets pédagogiques.

Par ailleurs, il conviendrait de compléter l'OAP Trame Verte et Bleue avec :

- l'ensemble des éléments du SRCE ;
- une déclinaison fine des éléments de la trame verte et bleue à l'échelle locale (intercommunale et communale) ;
- une déclinaison des autres espaces écologiques, constitutifs de nouvelles trames ainsi que les prescriptions pour les maintenir et/ou les restaurer : trame "brune", trame "noire" et trame « blanche ».

4 – Règlement écrit et graphique

Règlement écrit :

Dispositions applicables à toutes les zones :

Pour rappel, une évaluation de la compatibilité de l'état des sols avec les projets d'aménagement est nécessaire. Ce point pourrait être utilement rappelé dans le règlement.

Sur la partie des zones humides, il est uniquement indiqué que la séquence ERC s'applique sur les zones humides avérées. Considérant que des zones humides probables sont présentes sur la commune, il convient d'ajouter que si un projet se fait dans une zone humide probable, un diagnostic doit être réalisé afin de confirmer la présence de zones humides.

Sur la partie des eaux pluviales, il convient d'ajouter que lors d'un rejet régulé au réseau, l'infiltration des pluies courantes (10 mm/24 h) devra être obligatoirement réalisé sur site.

Le rappel concernant la hauteur pour les lignes Haute Tension B (HTB) **devra s'appliquer à l'ensemble des zones**. De plus, le règlement devra préciser que RTE a la possibilité de les modifier ou de les surélever pour des exigences fonctionnelles ou / et techniques.

Par ailleurs, il serait souhaitable de rappeler dans le règlement que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage des ouvrages RTE doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Zone N :

Il convient de réglementer l'emprise au sol en mètres carrés des constructions nouvelles en zone N.

Concernant les sous-destinations du zonage N, il convient de préciser que les ouvrages de gestion pluviale doivent reposer sur des solutions naturelles et non imperméabiliser les sols.

De plus, les « espaces de stationnement perméables (différentes possibilités offertes : mélange terre pierre engazonné, pavés engazonnés, dalles alvéolées, graviers perméables...), engazonnés et végétalisés » ne constituent pas une sous-destination pour une zone naturelle. Une zone de stationnement paysagère et arborée n'entre pas dans la définition d'une zone naturelle dont la fonctionnalité première est d'ordre écologique. Les modalités de stationnement sont à décrire dans l'article 7 du règlement écrit.

Zone urbaines :

Il convient de réglementer le minimum d'Espaces Verts de Pleine Terre (EVPT) pour toutes sous-zones des zones UL, AUB et N. De plus, il est regrettable que les seuils minimaux d'EVPT des zones UY et AUy aient été diminués en n'imposant plus que 10 % contre 20 % auparavant.

L'emprise au sol des constructions principales doit être réglementée en pourcentage, mais il convient également de le faire en m², dans un souci de précision. **Il en va de même pour les extensions et annexes.** Pour ces dernières, il faudra également définir le nombre de fois où la possibilité est laissée au pétitionnaire d'y recourir.

Par ailleurs, **l'emprise au sol des constructions nouvelles est à réglementer en maximum**, ainsi l'article correspondant pour les sous-zones UY doit être repris.

Règlement graphique :

Le tableau des Emplacements Réservés est absent du règlement graphique. **Il devra y être ajouté.**

À proximité immédiate du secteur d'OAP des Marsandes, les parcelles 10, 22, 24 et 34 notamment, sont identifiées, au moins en partie, au MOS 2021 comme « *Milieux semi-naturels* » et « *Forêts* ». Il serait judicieux de réviser leur identification et zonage pour correspondre à la réalité boisée du terrain.

La parcelle 69 à l'ouest de la zone UYi est déclarée à la PAC et devrait donc être reclassée en zone A.

Les étangs ou mares apparaissant sur le plan de zonage mais ne figurent pas dans la légende. Il faudra les y ajouter. Il en va de même pour le cimetière et pour la zone de site archéologique.

La protection réglementaire « éléments bâtis à protéger » au titre de l'article L.151-19 du CU n'apparaît pas coïncider avec la réalité du terrain. Une protection au titre de l'article L.151-23 du CU « pour des motifs d'ordre écologique » apparaît plus adéquate.

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un Espace Boisé Classé (EBC), or les servitudes I4 sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Un report du tracé des ouvrages concernés devra être réalisé sur les documents graphiques de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe d'implantations des ouvrages. Les EBC situés dans ces bandes devront en être retirés.

5 – Annexes / Servitudes d'utilité publique

Annexes :

La commune peut s'appuyer sur le site de l'Institut Paris Région, qui a mis en ligne l'ensemble des composantes du SDRIF-E (Projet d'Aménagement Régional, Orientations Réglementaires, Évaluation Environnementale Stratégique et cartes) ainsi qu'un outil, accessible à tous, qui permet de visualiser l'ensemble des données chiffrées qui s'appliquent aux territoires, à cette adresse : <https://www.institutparisregion.fr/planification/ile-de-france-2040/sdrif-e-2040/>.

Concernant les nuisances sonores, l'article 7 du règlement mentionne :

- L'arrêté préfectoral n° 2003-109 du 20 mai 2003 pour le classement sonore de la RN 20. Il manque cependant l'information relative à l'arrêté préfectoral DDE-SEPT n° 085 du 28 février 2005 relatif au classement sonore de la RD 19. **Ces deux arrêtés doivent être annexés au PLU.**
- Le Plan de Prévention des Bruits dans l'Environnement (PPBE) et les cartes de bruit de 3^e échéance. **Le lien mentionné n'est plus à jour et doit être remplacé. Ces cartes doivent être mises à jour avec les documents de la 4^e échéance disponibles sur le site des services de l'État en Essonne.**

La prise en compte des enjeux sanitaires est un des aspects fondamentaux des documents d'urbanisme. À cet effet, la collectivité pourra s'appuyer sur le guide IsadOrA (Intégration de la Santé dans les Opérations d'Aménagement) disponible sur le site internet de l'École des Hautes Études de Santé Publiques (EHESP), sur le lien suivant : <https://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2020/06/001-Guideentier-IsadOrA-version-web.pdf>.

Par ailleurs, le territoire communal comprend des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 ainsi que des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et des zones humides avérées ou à probabilité importante. Il conviendrait que ces zones d'intérêts majeurs soient reportées dans le règlement graphique ou en annexes.

Le traitement environnemental et paysager des espaces bâtis et abords de construction peut contribuer à limiter le risque sanitaire lié au changement climatique, à la pollution atmosphérique et le bruit, à condition d'implanter des espèces végétales non allergisantes. Aussi, l'ARS recommande de sélectionner des espèces végétales présentant un potentiel allergisant faible. Cet aspect est d'autant plus important à proximité des établissements accueillant des populations « sensibles » (écoles notamment).

En outre, l'ARS alerte sur la présence d'ambrosie, espèce végétale hautement allergisante pour l'homme et à fort potentiel d'envahissement, signalée dans le département. Dans ce contexte, l'arrêté préfectoral ARS-91-2021- VSS-SE n°30 du 7 juin 2021 prescrit la destruction obligatoire de l'ambrosie à feuilles d'armoïse, de l'ambrosie à épis lisses et de l'ambrosie trifide. La présence d'ambrosie n'est

actuellement pas observée sur la commune, mais il conviendrait de mentionner l'arrêté dans le PLU de la commune.

Dans le cadre d'action de sensibilisation, prévention et information sur les pollens allergisants par la mise en place d'un pollinarium sur le territoire communal, la collectivité peut solliciter l'Association des Pollinariums sentinelles de France (APSF) : <https://web.alertepollens.org/apsf>.

D'autre part, la collectivité peut s'appuyer sur les ressources du Cerema pour la végétalisation du territoire, avec l'outil Sésame, centré sur l'analyse des services écosystémiques attendus dans le cadre d'un projet de végétalisation, et disponible sur le site <https://sesame.cerema.fr/>

Sur la problématique de la qualité de l'air et de l'adaptation au changement climatique, la collectivité pourra notamment s'appuyer sur les travaux et outils de l'Agence Parisienne du climat et disponible sur la plateforme <https://www.adaptaville.fr>.

Par ailleurs, depuis le 29 novembre 2018, le département de l'Essonne est inscrit sur la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé des populations. Il est classé au niveau albopicticus 1 du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole. Un arrêté préfectoral a été pris explicitant les mesures et responsabilités de chacun dans cette lutte antivectorielle (Arrêté préfectoral ARS-SE n°012-2019 du 2 mai 2019). Le PLU devrait mentionner cet arrêté, et pourrait proposer des dispositions notamment constructives permettant de limiter les possibilités de propagation de ce vecteur et d'implantation de gîtes larvaires.

Servitudes d'Utilité Publique (SUP) :

La servitude T7 relative aux obstacles de grande hauteur est bien reportée dans la liste des SUP. Toutefois, la fiche relative à cette servitude jointe dans l'annexe SUP est obsolète, la 6^e partie réglementaire du Code des transports relative à l'aviation civile étant entrée en vigueur début novembre 2023. **Cette fiche devra être mise à jour et il conviendra également de modifier les références réglementaires de la servitude T7 dans le tableau listant les SUP.** Vous trouverez, jointe à cet avis, la fiche mise à jour.